



Bienvenue

Allocution de bienvenue de Xabier Macías

Les peuples d'Écosse et de Catalogne viennent de démontrer l'utilité de notre travail. Leur mobilisation sans faille pour leurs droits politiques collectifs fut un exemple pour le monde. Après de longues années de débats, à contre-courant, en faveur de la diversité culturelle et de l'auto-détermination, ces deux anciennes nations sont devenues un point de référence sur le plan de

Les peuples d'Écosse et de Catalogne viennent de démontrer l'utilité de notre travail.

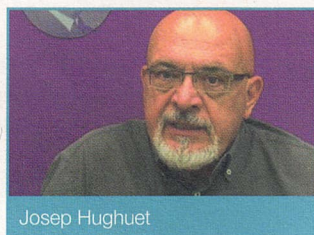
la revitalisation démocratique et de l'émancipation de leurs citoyens (qui ne se satisfont manifestement pas de simplement trouver une issue à la crise qui

leur est imposée par les marchés financiers). L'Europe a besoin de cet effort de démocratisation pour contrer les tendances autoritaires qui prétendent avoir le monopole des alternatives. Dans ce futur, le rôle des nations sans État est crucial. L'autonomie n'est plus exclusivement un synonyme d'identité culturelle. La confiance en soi et la capacité à prendre des décisions sur sa propre économie sont des prérequis essentiels pour mettre en place des politiques plus équitables visant à garantir le bien-être des majorités sociales.

En unifiant les slogans populaires des mouvements catalan et écossais, nous devrions tous affirmer : pour bâtir un nouveau pays, mettez le futur dans nos mains. Tout tourne autour de cette vision et c'est précisément ce à quoi le Centre Maurits Coppieters entend continuer à contribuer.

*Xabier Macías
Président du Centre
Maurits Coppieters*

Future is now!



Josep Hughuet

« La victoire de l'Écosse fut de tenir le référendum »

L'Écosse a décidé, à une faible majorité, de ne pas devenir indépendante. Elle l'a fait dans le cadre d'un référendum démocratique sur l'indépendance, dont les modalités ont été convenues avec le gouvernement britannique. Il serait gratifiant que tous les pays européens confrontés à des

Le cas écossais est un précédent pour d'autres peuples européens qui cherchent à constituer leur propre État.

problématiques similaires suivent ce principe. En dépit du résultat qui reflète le point de vue légitime du peuple écossais, le cas écossais est un précédent pour d'autres peuples européens qui cherchent à constituer leur propre État. Si d'autres souhaitent suivre le même cheminement démocratique et créer un nouveau pays indépendant, ils devraient y

être autorisés de la même manière que le peuple écossais l'a fait au sein de la Grande-Bretagne.

Cela dit, je pense qu'il vaut la peine de souligner la manière dont les partis politiques favorables à l'union et qui ont soutenu la campagne « Better Together » se sont engagés à entendre l'aspiration massive à plus d'autonomie. Dans ce contexte, de nouvelles lois de décentralisation accordant à l'Écosse plus de compétences fiscales et financières, mais aussi une plus grande reconnaissance de son identité, sont à prévoir. En ce sens, la victoire de l'Écosse fut de tenir le référendum.

*Josep Hughuet
Président de la Fundació Josep Irla
et conseiller scientifique au
Centre Maurits Coppieters*



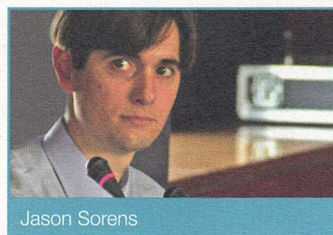
Comment émerge une majorité en faveur de l'indépendance

Faire sécession d'une démocratie prospère est difficile. Les deux dernières sécessions survenues en Europe occidentale remontent à 1944 (Islande) et 1905 (Norvège). Différents mouvements visant l'indépendance ont cependant tutoyé leurs objectifs, ces dernières années : le Québec, l'Écosse, les Iles Féroé, le Groenland et la Catalogne en font partie. Quelle pourrait être l'origine de l'émergence d'une majorité favorable à l'indépendance, quelque part en Europe ?

Mes propres recherches¹ se sont penchées sur les sources « structurelles » des succès électoraux des partis sécessionnistes : quels facteurs expliquent que certaines régions aient un plus grand potentiel sécessionniste ? En général, les facteurs comprennent la présence de plus de locuteurs d'une langue régionale, des transferts fiscaux nets plus élevés, une population plus étendue, la séparation géographique, un passé marqué par l'indépendance et l'absence de « potentiel irrédentiste » (l'existence d'un pays limitrophe où la langue régionale est parlée par la majorité), autant d'aspects corrélés à un soutien plus affirmé aux partis « sécessionnistes » définis comme des partis qui soutiennent davantage d'autonomie régionale et n'excluent pas une indépendance future. Mon modèle statistique prédit bien le niveau moyen de soutien sécessionniste dans chaque région, de 1980 à 2000. Seules trois régions divergent par

des résultats inférieurs, ce qui indique qu'elles présentent un soutien sécessionniste inférieur aux prévisions : la Sardaigne, Åland et les Iles Baléares. Il est intéressant de noter que le soutien sécessionniste a augmenté significativement depuis 2000 dans les deux premiers cas. Si le modèle structurel expliquait tout, nous n'anticiperions l'émergence d'aucune majorité favorable à l'indépendance dans aucune partie du monde développé. Pourtant, le niveau de succès électoral des groupes sécessionnistes a augmenté au fil du temps. Le niveau moyen de sécessionnisme prévu par une analyse d'évolution dans le temps a doublé entre 1980 et 2013.

Nous ne savons pas ce qui sous-tend ce changement. Une explication est que l'intégration économique, particulièrement profonde dans l'Union européenne, encourage les velléités indépendantistes dans la mesure où le coût économique d'être un petit pays a baissé. Une autre explication pointe la diffusion de revendications sécessionnistes au sein de pays où de telles revendications ont abouti à des concessions territoriales, comme en Espagne. Les partis autonomistes et favorables à l'indépendance ont appris les uns des autres et des nouveaux modèles de souveraineté dans le monde. Il est souvent complexe d'établir des



Jason Sorens

distinctions précises entre les autonomistes et les partisans de l'indépendance. Le « Plan

Ibarretxe » proposé pour le Pays basque, il y a quelques années, aurait conféré à ce dernier le statut de « pays librement associé » à l'Espagne, soit une indépendance formelle avec contrôle espagnol sur la politique étrangère, les douanes et la défense. La proposition de « dévolution maximale » pour l'Écosse s'arrêtait juste avant l'indépendance, conférant essentiellement le statut dont l'Île de Man ou les autres Iles de la Manche bénéficient à l'égard du Royaume-Uni.

Quelle pourrait être l'origine de l'émergence d'une majorité favorable à l'indépendance, quelque part en Europe ?

Si le Scottish National Party appuie clairement l'indépendant de l'Écosse, il soutient aussi la préservation des liens avec le Royaume-Uni, y compris un marché complètement intégré, une union monétaire et une monarchie commune. Les partis sécessionnistes tentent souvent d'arriver à un compromis entre indépendance et autonomie afin d'attirer les électeurs modérés et de réduire le coût d'une sécession. De la même manière, les partis autonomistes ont parfois adopté un discours empreint d'indépendantisme après que leurs objectifs autonomistes aient été contrariés. C'est ce qui est arrivé en Catalogne. Depuis 2009, le soutien à l'indépendance a plus que doublé en Catalogne. Plus de la moitié des Catalans désireux de s'exprimer sur la question sont désormais en faveur de

l'indépendance. La principale raison de ce glissement réside dans l'invalidation par la Cour constitutionnelle espagnole de l'essentiel du Statut d'Autonomie pour la Catalogne de 2006. Voyant leurs aspirations autonomistes ainsi contrariées, les Catalans ont vu en l'indépendance une réponse. Pour calmer le désir d'indépendance catalane, le gouvernement espagnol aurait dû négocier de bonne foi une réforme fédérale de l'Espagne. Il a refusé de s'engager dans cette voie et a brandi le spectre de poursuites juridiques si une consultation sur l'indépendance était organisée ou si d'autres actions étaient entreprises dans le sens d'une sécession. Le résultat est que les Catalans n'ont aujourd'hui plus confiance dans l'État espagnol pour mettre en œuvre un programme approfondi d'autonomie. Un règlement négocié de la crise semble désormais improbable : soit la Catalogne poursuit sur la voie de l'indépendance, quitte à recourir à une campagne de désobéissance civile, soit ses leaders battront en retraite face aux menaces juridiques et aux dissensions internes, comme le Lehendakari (président basque) Ibarretxe dut le faire.

Une majorité favorable à l'indépendance a émergé en Catalogne en conséquence aux événements, plutôt qu'à la suite des stratégies des leaders politiques catalans qui se sont contentés de répondre à l'opinion publique. Quand le statu quo est insoutenable et que l'indépendance est susceptible d'avoir un avantage économique net, le cadre politique dominant peut rapidement basculer de la décentralisation à la sécession.

Jason Sorens,
Ph.D., conférencier, Government Department President,
Dartmouth College
Ethics and Economics
Education of New England.
www.dartmouth.edu/~jsorens/

¹ *Secessionism: identity, interest, and strategy*; Jason Sorens. Montreal, McGill-Queen's University Press, 2012.

Un outil pour la recherche comparative transnationale sur les mouvements nationaux



Luc Boeva

Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.nise.eu ou prenez contact avec le centre de coordination d'Anvers (Belgique) (info@nise.eu). Un aperçu complet du contexte, des objectifs et du cadre de l'organisation est disponible dans L. Boeva, *Rien de plus international. Towards a comparative and transnational historiography of national movements, Anvers, 2010* (une version abrégée est disponible en anglais, en néerlandais, en français, en espagnol, en allemand et en russe).

Le nationalisme a joué un rôle important dans l'histoire de l'Europe, depuis la fin du 18^e siècle. Ses protagonistes, réunis en mouvements nationaux, ont été impliqués dans la construction de nations et de l'identité nationale, contribuant tant à la constitution qu'à la dissolution d'États. Il reste aujourd'hui un phénomène complexe, qui exerce une influence importante sur l'évolution culturelle et politique de l'Europe.

Le nationalisme fait l'objet de recherches soutenues et intensives. Cependant, bien que les mouvements nationaux soient, en fait, éminemment transnationaux, les chercheurs restent souvent mal informés des résultats d'études consacrées à d'autres mouvements nationaux. Des études de cas sont, dès lors, souvent effectuées sans dimension contextuelle ou comparative. En outre, la formation de théories est insuffisamment fondée sur les résultats de la recherche comparative empirique. Le fait que les études comparatives

tendent à être compliquées, l'existence de la barrière linguistique et l'indisponibilité de données contrôlées et présentées de manière systématique sont autant d'aspects qui contribuent au problème de recherche. Il n'y a pas non plus eu d'effort coordonné au niveau européen pour recueillir des sources sur les mouvements nationaux pour les conserver et les mettre à la disposition de la recherche.

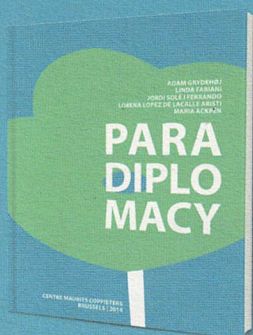
Il reste un phénomène complexe, qui exerce une influence importante sur l'évolution culturelle et politique en Europe.

C'est dans cette optique que le NISE (National Movements and Intermediary Structures in Europe) fut fondé en 2008, afin de fournir une plateforme heuristique, de recherche interdisciplinaire et d'archivage pour la coopération soutenue au niveau européen entre le monde universitaire, les chercheurs et les organismes du patrimoine dans toute l'Europe (y compris le CMC).

NISE

PAPER

PARADIPLOMATIE



Les principaux documents politiques présentés durant la conférence « Actions locales dans un contexte mondial » : paradiplomatie par des juridictions sub étatiques », à Svalbard, sont compilés dans cette publication.

Les auteurs Günther Dauwen, Adam Grydehøj, Linda Fabiani, Jordi Solé, Lorena Lopez de Lacalle et Maria Ackrén se sont penchés sur la manière dont certaines juridictions sub étatiques (villes, communautés urbaines et régions) et d'autres acteurs non étatiques utilisent la paradiplomatie pour aspirer à l'influence au-delà de leurs frontières. À l'heure

où la mondialisation réduit la capacité des gouvernements nationaux à mettre en œuvre indépendamment des politiques efficaces, les juridictions sub étatiques découvrent que la souveraineté n'est plus un prérequis pour intervenir sur la scène mondiale. Les gouvernements locaux utilisent la paradiplomatie et la diplomatie informelle pour promouvoir leurs intérêts à l'échelle internationale dans des domaines tels que le commerce, la culture, la politique et l'environnement.

Pour en savoir plus :
www.ideasforeurope.eu/publication/paradiplomacy/

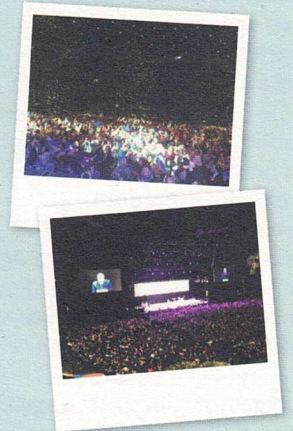


TweetBest

Marta Rovira Vergés
[@martarovira](https://twitter.com/martarovira) **Octobre 15, 2014** [...] le 9 novembre #9N je voterai #SiSi (Oui / Oui) car nous devons prouver qu'une forte majorité de la société catalane est favorable à l'indépendance #independència Nous gagnerons !

Günther Dauwen
[@gdauwen](https://twitter.com/gdauwen) impliquer et relier tous les citoyens d'Europe est une des #EUchallenges pour les cinq prochaines années.

Tasmina Sheikh [@TasminaSheikh](https://twitter.com/TasminaSheikh) **Novembre 22, 2014**
Je n'ai jamais rien vu de tel !
[@NicolaSturgeon](https://twitter.com/NicolaSturgeon)
[@StewartHosieMP](https://twitter.com/StewartHosieMP)
[AlexSalmond](https://twitter.com/AlexSalmond) #SNPtour pic.twitter.com/DOiaCYKNAE



Centre M. Coppieters
[@IdeasForEurope](https://twitter.com/IdeasForEurope)
Janvier 22, 2015
#EU approuvé le plan de travail et de subventions 2015. On avance : le future est maintenant !



« Les Catalans ont montré leur dignité et leur comportement démocratique sans faille à la face du monde »

INTERVIEW Daniel Turp est professeur de droit international, membre éminent du Parti Québécois, conseiller auprès d'institutions publiques nationales et internationales, mais aussi l'auteur d'ouvrages consacrés au droit à l'autodétermination. Il fut aussi un des inspirateurs du référendum de 1995 sur l'indépendance du Québec. Le 7 novembre, Turp était à Barcelone en tant qu'observateur international lors du vote non contraignant sur l'indépendance de la Catalogne.

À l'invitation du CIEMEN, vous étiez observateur international lors du premier référendum populaire non contraignant qui a amorcé le mouvement à Arenys de Munt, en 2009. Depuis, vous êtes revenu à plusieurs reprises en Catalogne. Vous avez toujours eu la possibilité de vous y exprimer en public sur les défis relatifs au contenu de ces scrutins populaires. En quoi pensez-vous que le 9 novembre se distingue de référendums antérieurs ?

Cette fois, l'appel aux urnes a été général. Il a ciblé tout le monde et tous ceux qui vivent en Catalogne. L'appel a été directement lancé par le gouvernement autonome catalan. Cette fois, même si des volontaires ont à nouveau joué

un rôle essentiel, la responsabilité politique a été directement assumée par la Generalitat. Ces différences soulignent l'importance et le sens qu'il faut donner à ce qui s'est passé dimanche 9 novembre : à dernier, en Catalogne, pour le peuple catalan et pour le monde entier.

En tant qu'observateur international, que pensez-vous de ce que vous avez vu et vérifié, le 9 novembre ?

Les Catalans ont montré leur dignité et leur comportement démocratique sans faille et pacifique à la face du monde. La démocratie a tout dominé, même les plus infimes détails, dans les longues files de votants au moment du scrutin et dans la conduite des volontaires qui étaient responsables du bon déroulement. Ces faits ont un impact international. Il s'agit d'une plante bien enracinée. Les Catalans ont prouvé qu'ils ont une culture démocratique, au sens que je donne au terme, essentiellement grâce à une longue tradition de fondation d'organisations de la société civile. Nées d'une dynamique populaire, les manifestations démocratiques et pacifiques de masse de ces récentes années en sont la preuve. Je suis convaincu que des dizaines d'observateurs internationaux présents lors du scrutin du 9 novembre partagent ce point de vue.

En tout état de cause, tous ceux à qui j'ai eu l'occasion d'en parler sont totalement d'accord.

Que peut-on dire de l'attitude du gouvernement espagnol ?

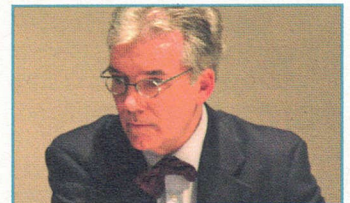
Dans une perspective démocratique, le comportement du gouvernement espagnol et de l'État espagnol en général est désastreux. Il a tout brouillé et déformé. Cela montre qu'il représente encore et toujours le genre d'Espagne à laquelle il manque une culture démocratique. Le gouvernement espagnol parle de démocratie, mais il suit les politiques typiques de pays incapables de satisfaire des revendications légitimes enracinées dans le droit international et ouvertes au dialogue.

Le comportement du gouvernement espagnol et de l'État espagnol en général est désastreux.

Le gouvernement espagnol préfère menacer, persister à refuser, renoncer à la politique et même invoquer l'intervention d'une cour qui se voit soudain contrainte de prendre des positions politiques plutôt que d'assurer ses charges purement juridiques. Les Catalans sont conscients de ces incohérences et ont pu montrer qu'ils peuvent poursuivre sans l'État espagnol, en agissant dans la perspective de créer leur propre État : l'État catalan.

Que devrait-on faire maintenant ?

À mon avis, les Catalans devraient préserver et renforcer ce qu'ils ont démontré le 9 novembre : le fait qu'ils sont un



Daniel Turp

peuple souverain, conscient de son droit à l'autodétermination et qui a décidé de l'exercer. Cela survient face à un État illégal en ce sens qu'il n'accepte pas les droits fondamentaux des peuples et ignore, voire annule les demandes légitimes du peuple catalan en attribuant la seule authentique souveraineté au peuple espagnol. L'Espagne a objectivement perdu sa crédibilité sur la scène internationale. La plupart des médias qui ont couvert le scrutin du 9 novembre ont démontré ce fait. Il est clair que d'autres États ont réagi en se rangeant aux côtés de l'État espagnol non pas par conviction, mais parce que cette prise de position leur convenait bien. Quel État souhaiterait subir un processus tel que celui que vit l'Espagne ? Aucun État n'entend se mettre en danger, a fortiori ceux dans lesquels existent ou pourraient exister des situations analogues à celle de la Catalogne. Dans ce contexte et pour ce qui concerne le futur, les Catalans – avec leurs députés en première ligne – devraient promouvoir une politique internationale pour se faire comprendre. Ils devraient chercher la complicité pour arriver à un consensus dans les institutions internationales. La société civile catalane devrait y contribuer à travers des actions visant les sociétés civiles dans d'autres pays.

¹ Source: Nationalia - Ciemen; 13/11/2014 (<http://www.nationalia.info/en/news/2012>)

Editorial board - Xabier Macías, Günther Dauwen, José Miguel Martínez Tomey, Alan Sandry, Josep Vall and Antonia Luciani

Advisory Scientific Council - Luc Boeva, Xosé Manuel Nuñez-Seixas, Carmen Gallego, Josep Huguet, Jaume Garau and Daniel Turp

Coordination - Ignasi Centelles and Gio Paolo Baglioni

In partnership with

